

L'économie française entame 2026 sous de plutôt bons auspices

Nathalie Silbert

En hausse de 0,2 % au quatrième trimestre, le PIB a progressé de 0,9 % l'an dernier, selon la première estimation publiée vendredi par l'Insee. En ce début d'année, des signaux positifs apparaissent.

u Au bout du compte, l'année 2025 se sera mieux passée que prévu pour l'économie française. En dépit de l'instabilité politique, des incertitudes budgétaires et des tensions internationales, la croissance du pays a atteint 0,9 % l'an dernier, après 1,1 % en 2024, selon la première estimation publiée vendredi matin par l'Insee.

Un chiffre conforme à ce qui était attendu par l'Institut de la statistique, mais légèrement supérieur à ce que prévoyait le gouvernement. Au quatrième trimestre, l'activité économique a néanmoins ralenti, avec une hausse du PIB de 0,2 %, contre +0,5 % au troisième trimestre.

Contribution négative du commerce extérieur

En 2025, la demande intérieure ne contribue que pour 0,7 point au PIB. La consommation des ménages est restée médiocre, en hausse de 0,4 % seulement sur l'ensemble de l'année, avec une petite accélération au cours des trois derniers mois.

L'investissement des entreprises a stagné (+0,1 %), après un recul de 2,4 % en 2024. Le commerce extérieur a cessé de soutenir la croissance et a pesé négativement sur l'activité, (-0,5 point), avec des importations (+2,9 %) qui ont progressé deux fois plus vite que les exportations (+1,4 %). La reconstitution des stocks est ainsi venue en renfort de la croissance économique en apportant 0,7 point de PIB.

Deux autres postes ont soutenu l'économie : tout d'abord, les dépenses des administrations publiques, toujours très dynamiques (+1,7 %) ; ensuite l'investissement des ménages, autrement dit les achats de logements neufs, qui, après plusieurs mauvaises années, ne baisse plus.

Le ministre de l'Economie, Roland Lescure, a salué sur TF1 une « *croissance robuste* » et « *un bon départ* » pour 2026. « *Nous aurons au moins 1 % de croissance, et pourquoi pas de bonnes nouvelles dans l'année* », a-t-il commenté, soulignant que « *les entreprises ont continué à exporter* », malgré le contexte de guerre commerciale menée par Donald Trump. Si

certaines secteurs sont considérablement affectés- tels les produits à base d'acier, la filière vins et spiritueux, les cosmétiques -, les nouveaux droits de douane américains ont, pour le moment, eu un effet limité sur l'économie nationale.

Dans ses dernières prévisions, l'Insee table sur une hausse du PIB de 0,3 % au premier et au deuxième trimestre. Un compromis politique serait « *plutôt favorable à l'activité à court terme* », indique-t-il. A mi-année, l'acquis de croissance se situerait alors déjà à 1 %. « *Une croissance résiliente mais pas suffisante* », a commenté en décembre, dans les colonnes du « Figaro », François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France. Cette dernière voit, elle aussi, l'activité progresser de 1 % en 2026. « *On pourrait être plus bas comme on pourrait être plus haut, mais à ce stade, on ne sait pas de quel côté la balance va pencher* », reconnaît Anthony Morlet-Lavidalie, économiste chez Rexecode.

Avec l'adoption désormais quasi certaine du budget 2026, l'horizon s'éclaircit à court terme. « *L'incertitude qui a coûté entre 0,2 et 0,3 point de PIB à l'économie française en 2025 va se dissiper, au moins au premier semestre, cela va soutenir la croissance sur la période* », estime Hadrien Camatte, économiste senior sur la France et la zone euro chez Natixis CIB.

En ce début d'année, les enquêtes pointent d'ailleurs une amélioration du climat des affaires, en particulier dans l'industrie. « *Les nouvelles commandes en provenance de l'étranger sont très bien orientées. Cela pourrait être le signal d'une accélération des exportations cette année* », observe Maxime Darnet. Pour l'économiste senior France chez Allianz Trade, « *la production industrielle et les exportations devraient porter l'activité en 2026* ». L'amélioration de la compétitivité prix du pays devrait être un atout.

« *Les cadences accélèrent dans l'aéronautique. La hausse des dépenses militaires et le redémarrage attendu de l'économie allemande avec la relance budgétaire pourraient aussi soutenir l'activité* », complète Hadrien Camatte. « *Un point de croissance en plus outre-Rhin, c'est 0,1 point de PIB en plus pour la France.* »

A ce stade, difficile de dire comment évoluera l'investissement des entreprises. Par contrecoup, après la forte reprise observée pendant l'été (+1 %), il a stagné sur les trois derniers mois de l'an passé (+0,1 %). Les économistes sont divisés sur son évolution future. Si une partie d'entre eux mise sur un redémarrage, d'autres jugent que la reconduction de la surtaxe d'impôt sur les grandes entreprises va freiner l'investissement et les créations d'emploi en 2026. « *Dans les dernières enquêtes auprès des entreprises, les perspectives d'investissement restent très faibles* », relève Charlotte de Montpellier, économiste de la Banque ING dans une note.

L'incertitude autour des ménages

Cette année encore, la grande incertitude concerne surtout le comportement des ménages. « *S'il n'y a pas un redémarrage de la consommation, qui représente plus de la moitié du PIB, ce sera difficile de trouver une dynamique* », pointe Anthony Morlet-Lavidalie.

Pour l'instant, en dépit de l'inflation basse, les Français se montrent résolument prudents dans leurs dépenses. Malgré les fêtes de fin d'année, le mois de décembre a été mauvais, avec un recul de 0,6 % des achats de biens, après un repli de 0,3 % en novembre, indique l'Insee. Les ménages n'ont toujours pas puisé dans leur épargne qui se maintient à un niveau historiquement élevé (18,4 % du revenu disponible au troisième trimestre 2025). Ce qui inquiète d'ailleurs le gouvernement qui, dans son budget, a pris soin de leur éviter des hausses d'impôt. « *En réalité, le climat est plus anxieux pour les ménages que pour les entreprises, ce qui alimente leur envie d'épargner, et cela pourrait durer tant qu'il n'y aura pas eu de réduction du déficit public* », prévient Maxime Darmet.

Sur la seconde partie de l'année, l'approche de l'élection présidentielle en France risque de se traduire par un regain d'attentisme des entreprises et des ménages. Sans compter une actualité internationale, instable, marquée par le retour des conflits et l'imprévisibilité du président américain, Donald Trump. Ce qui pourrait avoir une incidence non négligeable sur l'économie.